
L' U.N.E.F. et le COLLOQUE de CAEN.

Le Bureau National de L'UNEF dans sa motion d'orientation entendait donner une importance toute particulière à la réflexion sur le thème de la liaison Université-Economie. L'article de 21x27 n°16 sur le Colloque de Caen nous semble à cet égard fort intéressant. En effet, ce texte pose un certain nombre de problèmes tant en ce qui concerne la transformation de la recherche en moyen de production, l'attitude du néo-capitalisme français face à ce phénomène, que les propositions faites au Colloque de Caen.

Les pays hautement industrialisés (Europe occidentale, USA, ...) peuvent être considérés à l'heure actuelle comme étant dans une phase économique dite de "consommation de masse" (cf. W.Rostow (1)). Par là, il faut entendre que ces pays possèdent un revenu par tête suffisamment élevé pour permettre à leurs habitants de disposer d'un certain nombre de biens en grande quantité. Dans ces régions, on ne connaît plus la misère noire du XIXème siècle. La majeure partie de la population peut avoir : transistors, machines à laver, voitures, etc... Aux USA, chaque individu peut presque acheter une seconde voiture, voire plus. C'est l'étape qu'abordent actuellement les nations européennes. A ce stade du développement économique, un problème se pose : comment assurer et augmenter les taux de profit alors que la consommation est plus ou moins arrivée à saturation ? A cette question, plusieurs réponses complémentaires ont été apportées. Aux USA, on assiste ainsi à une augmentation du taux de natalité ce qui permet d'accroître le nombre de consommateurs ; on remplace un certain nombre de produits par des substituts (rôle de la publicité) ; on se spécialise dans la production de produits nouveaux ; on tente de diminuer les coûts (en salaires, en machines, ...) afférents à la production.

En ce qui concerne les deux derniers types de solutions avancées qui sont les plus adéquates aux problèmes posés du maintien des taux de profit, cela ne peut se réaliser que grâce à des innovations techniques et à la recherche. Innovations qui permettront de rationaliser la production, c'est-à-dire qui, par exemple, diminueront la main-d'oeuvre, assureront une meilleure qualité du produit, etc... Or, l'apparition de nouveaux produits, comme de procédés permettant d'assurer une meilleure gestion de la production nécessite qu'une importance primordiale soit accordée à la recherche, surtout fondamentale. Ainsi, les politiques spatiales permettent de créer de nouveaux alliages, carburants,.. étroitement liés à une recherche fondamentale de physique. De même, l'introduction de l'informatique dans la production en grande série

demande au préalable une recherche théorique de mathématiques (IBM par exemple).

C'est en ce sens que la recherche, fondamentale comme appliquée, prend dans nos sociétés une importance croissante et que de plus en plus elle devient un véritable facteur de production, intégrée d'ailleurs par les firmes (américaines en particulier) sous formes de courbes dites de "recherche-développement".

*

* *

C'est ainsi que l'on a vu le pourcentage du Produit National Brut (somme de tous les biens, matériels ou immatériels, produits par les agents économiques d'un pays en une année) consacré à la recherche, doubler en dix ans. Une statistique pour 1966 donnait :

PAYS	I	% du PNB
	I	
	I	consacré à la recherche
	I	
U.S.A.	I	3%
Grande BRETAGNE	I	2,5
FRANCE	I	1,5
	I	

I

En France même, le néo-capitalisme a découvert, à la lumière de l'expérience américaine, la liaison entre recherche et développement économique. C'est ce qui explique l'intérêt porté actuellement à la recherche par le pouvoir (Vème Plan, plan-calcul).

Cependant une telle politique qui favorise le développement de la recherche pose dans une société néo-capitaliste, de très sérieux problèmes. Elle nécessite de très gros investissements (laboratoires, matériel perfectionné,...) dont personne ne peut dire à l'avance s'ils déboucheront sur une invention. Dans l'hypothèse la plus favorable, le délai entre recherche et apparition sur le marché du produit est très long et donc, "la rentabilité de ce produit est également lente à apparaître" (revue "Direction"). Pour résumer ces problèmes posés par la recherche, une citation de la revue patronale précédente nous semble caractéristique : "cette lenteur dans les passages de la découverte à l'invention, dans celui de l'invention au prototype, puis de ce dernier à l'innovation, dans l'imitation de l'innovation et enfin, la diffusion intersectorielle jointe à ce que peu d'idées débouchent sur des inventions et à ce que peu d'inventions sont susceptibles de se transformer en innovations, expliquent à notre sens la double caractéristique de la rentabilité de la fonction recherche-développement : sa lenteur et sa faible productivité relative tant scientifique qu'économique, pro-

- ductivité qui, au demeurant, n'apparaît qu'au-delà d'une certaine masse critique de moyens financiers, de connaissances."

Le problème est donc simple pour le néo-capitalisme. Il reconnaît la nécessité de la recherche pour assurer ses taux de profit et en déplore les coûts élevés. D'où la solution qu'il utilise couramment dans ces cas-là : faire assumer les coûts par l'état et en retirer tous les profits. La revue "Entreprise" est d'ailleurs très explicite lorsqu'elle déclare : "l'Etat doit assumer les risques de la recherche et assurer les débouchés, les industriels réalisent les profits par la production de masse". Ainsi en France, le financement de la recherche d'après une statistique de l'O.C.D.E. (2) pour 1961 donnait :

	SECTEUR				
	I	I	I	I	I
	I	PUBLIC	I	PRIVE	I
	I	I	I	I	I
Provenance des fonds	I	78 %	I	22 %	I
Utilisation des fonds	I	32 %	I	57 %	I

On en arrive ainsi par l'intermédiaire de l'Etat à faire supporter le coût de la recherche par l'ensemble de la nation alors qu'elle ne profite qu'à quelques capitalistes. Bien plus, dans une société dominée par le profit, une invention, quelque soit le bien-être supplémentaire qu'elle pourrait apporter à la collectivité, ne verra le jour sous forme de production de masse que si le profit escompté pour cette dernière est jugé suffisamment élevé par rapport aux coûts nécessaires pour réaliser cette production. Dans l'hypothèse défavorable, elle sera abandonnée.

*

* *

Le Colloque de Caen dont l'objet spécifique était l'organisation rationnelle de la recherche montre d'emblée dans quelles perspectives il se situe lorsque les participants déclarent dans son préambule:

- " - Convaincus que la recherche est la source première de toute richesse d'un pays moderne,
- Constatant la rigueur accrue de la compétition internationale,

Cela n'est d'ailleurs que confirmé par une étude des propositions faites. Il s'agit de renforcer la dépendance de l'Université par rapport à l'Economie et cela sous deux aspects : le financement

de la recherche, la gestion de l'Université.

On déclare ainsi que les instituts de recherche devront faire appel "à une pluralité systématique de sources de financement". Pour cela, il est prévu "des contrats de recherche entre industriels et autorités universitaires, évitant le travail dans la clandestinité, et élaborés de manière à tenir compte des impératifs de la propriété industrielle". On ne saurait être plus clair !

Non seulement on soumet la recherche et l'Université aux industriels, c'est-à-dire à la logique du profit, avec les aberrations, soulignées précédemment, que cela entraîne, mais en outre on les associe à la nomination des enseignants!

Les réformes proposées par le Colloque nous semblent donc claires et dépourvues de toute ambiguïté, On asservit la recherche fondamentale au profit c'est-à-dire aux intérêts du néo-capitalisme et cela sous des formes diverses. Perspective prolongée d'ailleurs par le gouvernement lorsqu'il tente, comme c'est le cas, de prendre le contrôle intégral du CNRS etc... On sacrifie ainsi et volontairement la fonction de formation professionnelle de l'enseignement supérieur pour faire deux sous-universités : l'une, plus ou moins rattachée au secondaire, qui formera (on sait comment grâce au plan Fouchet) des cadres moyens, des techniciens, des enseignants ; l'autre, réservée à une élite, qui se consacrera à la "recherche de pointe".

*
* * *

Comme nous le disions au début, une telle étude de la part de l'UNEF nous semble fondamentale. Au vu de l'application du plan Fouchet et des propositions faites au Colloque de Caen, reprises pour l'essentiel par le ministre, l'un et l'autre prennent leur véritable sens : la réforme de l'enseignement supérieur apparaît comme une réformette qui si elle a, de par ses ambiguïtés, soulevé beaucoup d'oppositions, n'a, en fait, résolu aucun problème ; le Colloque de Caen préfigure ce que pourra être l'Université française. C'est pourquoi, comme le déclare le B.N de l'UNEF, l'heure n'est plus "au suivisme à l'égard du milieu, aux jeux tactiques de directions qui se font et se défont, aux débats ésotériques" alors que l'avenir du développement économique du pays et de générations d'étudiants, est en jeu.

J.D.

- (1) - W. ROSTOW : économiste américain, conseiller personnel de J. KENNEDY, auteur de "Les cinq étapes de la croissance économique" (un chapitre intéressant sur la consommation de masse, et son dépassement aux USA).
(2) - OCDE : ancienne OEEC. Organisation de coopération et de développement économique (pour les pays occidentaux.) Publie régulièrement des études sur la situation économique.



Tribune Étudiante

Périodique des Étudiants Socialistes Unifiés de Caen
Avril 1967. pages 17 à 20